Contre la casse industrielle : mobilisation le 12 décembre



Une industrie en crise et des vies en jeu

Mercredi 27 novembre, lors d'une conférence de presse, la CGT a, de nouveau, sonné l'alarme face à une désindustrialisation galopante. Les filières métallurgiques, pharmaceutiques, papetières, verrières, … subissent des restructurations massives entrainant fermetures d'usines et suppressions massives d'emplois. Les grands groupes, malgré des profits colossaux, délocalisent ou abandonnent des sous-traitants essentiels pour leur chaîne de production. Dans l'industrie chimique, des fermetures d'usines emblématiques sont annoncées laissant à la charge des collectivités la dépollution des sites

Un modèle économique à bout de souffle…

L'industrie française est rongée par une logique financière court-termiste. Certains groupes affichent des marges records, parfois supérieures à 20 % tout en organisant la casse industrielle et en bénéficiant d'aides publiques. Les actionnaires imposent leurs exigences au détriment des salariés, des territoires et de l'environnement

… conjugué à une absence de politique industrielle*

Face à cette crise, la CGT pointe le manque de stratégie industrielle et environnementale de l'État. Depuis les ordonnances Macron de 2017, les grandes entreprises ont trouvé un boulevard législatif pour restructurer sans rendre de comptes. Pire encore, les projets industriels portés par les salariés et répondant aux enjeux climatiques, comme celui de

Chapelle Darblay dans le papier-carton, restent sans réponse, malgré leur viabilité économique et écologique. Pour la CGT, l'urgence sociale, économique et climatique nécessite une transition juste et planifiée.

Mobilisation du 12 décembre : un rendez-vous pour changer le cap

La CGT appelle à une journée d'actions et de grèves dans les entreprises le 12 décembre pour dénoncer les plans sociaux en cours, exiger un moratoire sur les licenciements et poser les bases d'une politique industrielle et environnementale tournée vers l'avenir. Cette mobilisation s'inscrit dans un processus de reconquête industrielle, pour redonner aux salariés et aux territoires le pouvoir de décider de leur avenir.

Pour une planification industrielle et écologique

L'avenir de l'industrie ne se résume pas à un simple enjeu économique : il s'agit de préserver le tissu social et les savoir-faire et de répondre aux défis environnementaux. La CGT réaffirme son engagement pour une industrie au service du bien commun, loin des logiques destructrices du capitalisme financier. Face à l'urgence sociale, la CGT propose un moratoire sur les licenciements avec le renforcement des lois existantes obligeant la recherche sérieuse de repreneurs sous contrôle des salarié·es, et une activation facilitée du chômage partiel. Une politique industrielle volontariste se traduirait par le conditionnement strict des aides publiques mais aussi par des nationalisations stratégiques et la création d'un pôle financier public pour soutenir les filières. La CGT propose par exemple d'imposer des contreparties sociales et environnementales aux groupes bénéficiant de la commande ou de subventions publiques.

Pour toutes ces raisons et pour porter ces propositions, la CGT appelle à se joindre massivement aux mobilisations du 12 décembre